MGI GROUPE

COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2016

- BILAN
- COMPTE DE RESULTAT
- TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
- TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE
- ANNEXE

K€

ACTIF	30 Juin	31 Décembre

	20
Ecart d'acquisitions net	
Immobilisations incorporelles en cours	2
Immobilisations incorporelles nettes	
Immobilisations corporelles nettes	
Immobilisations financières nettes	
Titres mis en équivalence	
Total de l'actif immobilisé	3
Stocks en cours	2
Clients et comptes rattachés	1
Autres créances	
Impôts différés actifs	
Disponibilités	1
Total de l'actif circulant	5
Charges constatées d'avance	
Ecart de conversion actif TOTAL DE L ACTIF	0
TOTAL DE L'ACTIF	9

2016	2015
1 077	1 117
21 627	19 150
3 066	2 838
9 196	10 077
694	562
31	31
35 691	33 775
22 596	18 927
16 395	10 822
2 168	3 711
564	608
13 119	13 726
54 842	47 794
435	413
2	1
90 970	81 983

K€

PASSIF 31 Décembre 30 Juin

Capital Primes d'émission Réserves consolidées Réserves de conversion Provisions réglementées Subvention d'équipement Résultat de l'exercice Total capitaux propres du groupe
Capitaux minoritaires hors groupe
Avances conditionnées OSEO Provisions pour risques et charges Emprunts et dettes financières
Fournisseurs et comptes rattachés Dettes sociales et fiscales Impôts différés passifs Autres dettes
Total des dettes
Produits constatés d'avance Ecart de conversion passif
TOTAL DU PASSIF

2016	2015
5 504	5 504
19 991	19 991
36 361	29 111
2	20111
2	
130	134
4 375	7 470
66 363	62 210
19	15
3 339	2 870
407	347
9 795	8 869
7 208	3 972
1 992	2 367
1 605	1 111
20 600	16 319
242	222
_	
90 970	81 983

K€

211	30	- In	ıin

	2016	2015
Chiffres d'affaires	23 196	22 315
Autres produits d'exploitation	6 293	6 207
Produits d'exploitation	29 489	28 522
Achats et variation de stocks	11 945	12 061
Autres charges externes	4 832	4 890
Impôts et taxes	154	280
Charges de personnel	5 536	5 198
Dotations aux amortissements et provisions	1 240	1 146
Autres charges	22	11
Charges d'exploitation	23 729	23 586
RESULTAT D EXPLOITATION	5 760	4 936
Produits financiers	119	265
Charges financiéres	153	174
RESULTAT FINANCIER	- 34	91
(KESSET) (TITIVITIONE)	01	01
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES	5 726	5 027
RESULTAT EXCEPTIONNEL		- 92
Impots courant sur le résultat	- 1 262	- 1 300
Impôt différé	- 44	134
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	4 420	3 769
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements liés aux écarts d'acquisition	- 40	- 40
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	4 380	3 729
Intérêts minoritaires	- 5	- 4
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	4 375	3 725
Résultat par action (en €)	0,80	0,68
Résultat par action dilué	0,79	0,67
Troutiut pai delieii diide	0,19	0,07

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

CAPITAUX PROPRES DU GROUPE	CAPITAL	PRIMES RESERVES	RESULTAT CONSOLIDE	RESERVE DE CONVERSION	SUBVENTION D'EQUIPEMENT	TOTAL
31-déc-14	5 504	42 030	6 276	29	71	53 910
Affectation résultat n-1		6 276	- 6 276			-
Augmentation de capital						-
Variation des réserves consolidés		751				751
Variation Actions propres		45				45
Variation des réserves de conversion						-
Provisions règlementées						-
Subvention d'équipement					34	34
Résultat de l'exercice n			7 470			7 470
31-déc-15	5 504	49 102	7 470	29	105	62 210
Affectation résultat n-1		7 470	- 7 470			-
Augmentation de capital						-
Variation des réserves consolidés		- 127				- 127
Variation Actions propres		- 6				- 6
Variation des réserves de conversion						-
Provisions règlementées						-
Subvention d'équipement					- 3	- 3
Résultat de l'exercice n			4 378			4 378
30-juin-16	5 504	56 439	4 378	29	102	66 452

TABLEAUX CONSOLIDES DES FLUX DE TRESORERIE

TABLEAUX CONSOCIDES DEST LOX DE TRE	JOINLINIL	
ELLIV DE TRECORERIE LIEG A LIACTIVITE	2016	2015
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	30-juin	31-déc
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	4 375	7 470
RESOLIATINET DES ENTREFRISES INTEGREES	4 3/3	7 470
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
Amortissements et provisions nets	1 063	2 407
Plus ou moins values de cession nettes d'impôt	1 003	31
Quote part des actionnaires minoritaires	- 4	8
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	5 434	9 916
Variation des créances d'exploitation	- 7 590	- 12 260
Variation des dettes d'exploitation	3 375	394
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 4 215	- 11 866
Flux net de trésorerie lié à l'activite	1 219	- 1 950
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
<u> </u>		
Capex R&D	- 2813	- 4 590
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	- 163	- 5 401
Cessions ou diminutions d'immobilisations incorporelles et corporelles	108	471
Variation des immobilisations financiéres	- 133	911
Ecarts d'acquisition filiales		- 615
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 3 001	- 9 224
ELLIV DE TRECORERIE LIEC ALIV ORERATIONO DE FINANCEMENT		
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dombours on out diamenturat	4.000	0.404
Remboursement d'emprunt	- 1 269	- 2 134
Souscription d'emprunt	2 664	7 824
Augmentation de capital Frais sur opération de capital		
Autres variations - actions propres	- 6	45
Autres variations - actions propres	- 6	45
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 389	5 735
That het de tresorerie he dax operations de midnoement	1 303	0 1 00
Incidence des variations réserve consolidée	- 214	751
morabiles des variations reserve consenade		701
Variation de trésorerie	- 607	- 4688
Trésorerie d'ouverture	13 726	18 414
Trésorerie à la clôture	13 119	13 726
Variation de trésorerie	- 607	- 4688

ANNEXE GROUPE MGI AU 30 JUIN 2016

Faits caractéristiques de l'exercice

Le groupe MGI a participé au salon mondial des industries graphiques qui s'est tenu en Allemagne à Dusseldorf, DRUPA 2016 du 31 mai au 10 juin.

Nature et description de l'activité

Le groupe MGI propose une gamme complète de systèmes d'impressions numériques à destination des professionnels de l'imprimerie et des arts graphiques.

Le groupe est composé au 30 juin 2016 des sociétés suivantes :

- La SA MGI au capital de 5 503 660€ ayant son siège social au 4 rue de la Méridienne, 94260 Fresnes, est la société mère, fabrique des solutions d'impression numérique,
- La société MGI US au capital de 4 763 926\$, commercialise des équipements professionnels d'impressions et son siège social se situe au 3143 Skyway Circle à Melbourne Floride Etats-Unis, elle est détenue à 100%,
- La SARL DESCARTES TECHNOLOGIES, au capital de 50 000€, est un fabricant de presses, et son siège social se situe au 2 rue Pierre Pascault à Descartes 37160, elle est détenue à 99,00 %,
- La SA CERADROP, au capital de 669 000€, est spécialisée dans la conception et la commercialisation d'équipements professionnels d'impression jet d'encre pour l'électronique imprimée, son siège social se situe au 32 rue Soyouz Parc Ester à Limoges, elle est détenue à 100 %,
- La société KORA PACKMAT, au capital de 500 000€, est spécialisée en mécanique et commercialise les équipements auprès de professionnels, son siège social se situé au 18 Gewerbestr à Villingendorf en Allemagne, elle est détenue à 98,70%,
- La SAS INKJET, au capital de 100 000€, est spécialisée dans le conseil, son siège social se situe au 10 avenue du maréchal Joffre, 92190 MEUDON, elle est détenue à 25 %.

Référentiel comptable

Les comptes consolidés de la société MGI SA présentés ont été préparés pour les besoins du marché Alternext.

MGI SA a opté pour une présentation des comptes consolidés selon les principes comptables généralement admis en France. Les dispositions du règlement n°99.02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999, et complété par le CRC 2005-10, sont appliquées.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes au 30 juin 2016 en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

Principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2016 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés établis au 31 décembre 2015.

Modalités de consolidation

Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation retenues par la société MGI sont les suivantes :

- Sont consolidées par intégration globale, les sociétés dans lesquelles MGI exerce un contrôle exclusif directement ou indirectement.
- Sont consolidées par mise en équivalence les sociétés dans lesquelles MGI exerce une influence notable et détient directement ou indirectement plus de 20%.

L'intégration globale consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires » ;
- éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

La mise en équivalence consiste à :

- substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- éliminer les profits internes intégrés entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage de participation dans l'entreprise mise en équivalence.

Les comptes consolidés sont établis sur la base des comptes intermédiaires des sociétés du Groupe au 30 juin 2016.

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés ont été éliminées dans les comptes consolidés.

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés comprennent les sociétés suivantes :

Nom de la société	Méthode de consolidation	Intérêts (%)	Contrôle (%)	Pays d'activité
MGI SA	Société Mère	N/A	N/A	France
MGI USA Inc	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats unis
DESCARTES	Intégration Globale	99 %	99 %	France
TECHNOLOGIES	-			
CERADROP	Intégration Globale	100 %	100 %	France
GAMMA	Intégration Globale	100 %	100 %	France
KÖRA-PACKMAT	Intégration Globale	98,7 %	98,7 %	Allemagne
INKJET TECHNOLO	OGY Mise en équivalence	25 %	25 %	France

Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des tiers dans les capitaux propres et le résultat de chaque société consolidée par intégration globale.

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont supportés par le Groupe.

Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières, la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation des écarts d'acquisition ainsi que leur durée d'utilité retenue, la valorisation des actifs incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour les impôts différés.

Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondent à l'écart calculé entre :

- le coût d'acquisition des titres de participation des sociétés consolidées
- la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans les capitaux propres à la date d'acquisition.

Cet écart est prioritairement affecté aux actifs et passifs identifiés de l'entreprise acquise de telle sorte que leur contribution au bilan consolidé soit représentative de leur juste valeur et l'écart résiduel est inscrit en écart d'acquisition

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et font l'objet d'un amortissement selon un plan préalablement défini, sur une durée déterminée en fonction des objectifs retenus lors de l'acquisition, allant de 5 à 20 ans.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an lors de la clôture des comptes ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est obtenue selon la même méthode que celle utilisée au moment des acquisitions décrite ci-dessus.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence une perte de valeur, celle-ci est comptabilisée afin que la valeur nette comptable de ces actifs n'excède pas leur valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif (ou groupe d'actifs), une perte de valeur est enregistrée en résultat pour le différentiel.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif en provision pour risques et charges et font l'objet dans le cas où ils correspondraient à une prévision de pertes futures à une reprise par résultat étalée dans le temps selon un rythme prédéfini. Dans le cas où ils ne correspondent pas à des risques identifiés, ils sont repris en résultat de l'année d'acquisition.

Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe MGI France sont les suivants :

Conversion des états financiers et des transactions libellés en monnaie étrangère.

Les bilans des Sociétés étrangères sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice à l'exception des composantes de la situation nette, qui sont converties aux cours historiques. Les comptes de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice. Les différences de conversion en résultant sont inscrites directement dans les capitaux propres en réserve de conversion.

Les opérations en devises sont converties au taux du jour de la transaction. Les dettes et créances libellées en devises sont converties au cours en vigueur à la date d'établissement des comptes.

Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées en compte de résultat.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations incorporelles sont composées de :

- dépenses de recherche et développement sur projets en cours non encore commercialisés
- logiciels
- brevets
- Les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues, à l'exception des frais de développement inscrits en immobilisations lorsque les conditions d'activation répondant strictement aux critères suivants sont réunies :
 - o le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts imputables à ce produit ou ce procédé peuvent être individualisés et mesuré de façon fiable,
 - o faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
 - o intention du Groupe d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
 - o capacité de celui-ci à utiliser ou à vendre cette immobilisation incorporelle,
 - o probabilité que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs,
 - o disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées afin d'achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle.

Les développements portent sur un projet principal qui vise à développer une solution d'impression numérique grand format, sur tout support en technologie jet d'encre. Le projet intègre le développement de logiciels de pilotage et de gestion d'impression associés.

- Les logiciels acquis sont amortis sur le mode linéaire de 1 à 3 ans.
- Les brevets sont amortis sur le mode linéaire sur 5ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations dont le groupe dispose au travers de contrats de crédit-bail sont comptabilisées comme des acquisitions en pleine propriété. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode décrite ci-dessus et la dette correspondante figure au passif.

Ces immobilisations corporelles comprennent entre autre les frais de développement liés à des plateformes expérimentales de familles de machines déjà commercialisées et en cours d'amortissement. Ces plateformes sont amorties sur 9 ans.

Les amortissements sont calculés sur le mode linéaire sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

Constructions : linéaire sur 10 et 15 ans.

Matériel de production : linéaire sur 2 à 10 ans.

Matériel de bureau et informatique: linéaire sur 3 à 5 ans.

Mobilier de bureau : linéaire sur 5 à 10 ans.

Agencements, installations : linéaire sur 5 à 12 ans.

Matériel de transport : linéaire sur 2 à 5 ans.

Plateformes expérimentales linéaire sur 9 ans.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de prêts ainsi que de dépôts et de cautionnements, comptabilisées à leur valeur historique.

Titres mis en équivalence

Le principe général de mise en équivalence des comptes d'une entreprise consiste à substituer, dans le bilan consolidé, à la valeur comptable des titres de l'entreprise mise en équivalence, la part des capitaux propres (y compris le résultat de l'exercice) de cette entreprise, déterminés d'après les règles de consolidation. Cette quotepart de capitaux propres retraités est portée sur une ligne distincte du bilan consolidé intitulée « Titres mis en équivalence ».

Le compte de résultat consolidé doit reprendre, sur une ligne spécifique intitulée « Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence », la fraction du résultat net de l'entreprise mise en équivalence, déterminée d'après les règles de consolidation.

En l'absence de précision complémentaire des textes spécifiques aux comptes consolidés, les titres mis en équivalence sont généralement évalués conformément aux principes généraux d'évaluation des titres de participation, au plus faible des deux montants suivants :

- valeur comptable consolidée des titres mis en équivalence, celle-ci comprenant, le cas échéant, la valeur comptable de l'écart d'acquisition, même si celui-ci est comptabilisé sur une ligne séparée ;
- valeur d'utilité des titres mis en équivalence, celle-ci représentant ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir.

Aucune dépréciation des titres mis en équivalence n'a été comptabilisée dans les comptes consolidés.

Stocks

Les stocks sont constitués à la fois de stations d'impression numériques, de produits en cours de réalisation et de consommables.

Les encours de production et les produits finis sont valorisés au coût de production qui comprend le cout de consommation de matières premières, les coûts de main d'œuvre et les coûts de sous-traitance.

Les stocks de matières premières et de marchandises sont valorisés suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

Clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est devenue inférieure à la valeur comptable.

La Société commercialise ses services auprès d'une clientèle composée pour l'essentiel de professionnels de l'imprimerie, reprographie et grands comptes. La société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

De plus pour chaque nouveau client et pour son chiffre d'affaires consommables une demande d'agrément plafonnée à 16 000 € HT est présentée à notre compagnie d'assurance.

Trésorerie

La société possède des comptes libellés en devises. Il est procédé à leur conversion au taux de clôture de l'exercice.

Les écarts de change (produits ou charges) sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice.

Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante. Les actions propres détenues par MGI sont portées en déduction des capitaux propres consolidés et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Avances conditionnées

Lorsque la société perçoit des avances remboursables en vue de faciliter le lancement d'études de développement et de fabrication de certains matériels, elles sont comptabilisées en « Emprunts et dettes assortis de conditions particulières » présentées au bilan dans la rubrique « Avances conditionnées BPI ».

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé des éléments suivants :

- Ventes de matériel (stations d'impression numérique)
- Prestations de services (maintenance, formation...)
- Ventes de marchandises (consommables, matériel informatique)

Le chiffre d'affaires issu de la vente de matériels et de marchandises est reconnu à la livraison ou à la mise à disposition à l'usine s'agissant de ventes aux distributeurs.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance et du SAV est reconnu prorata temporis sur la durée du contrat. Ce principe entraîne la constatation de produits constatés d'avance pour la partie de la facturation relative à la période postérieure à la date de clôture.

Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du groupe.

Impôt sur les sociétés

Impôt exigible

L'impôt exigible correspond à l'impôt dû par les sociétés du groupe MGI. Cet impôt est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date de clôture.

Impôts différés

Les impôts différés sont constatés :

à la clôture lorsqu'il existe une situation fiscale latente et que la situation fiscale de la société le permet. Des impôts différés sont calculés sur les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et valeur comptable des actifs et passifs, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les pertes fiscales reportables donnent lieu à comptabilisation d'un impôt différé actif lorsque leur récupération est fortement probable. Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ses actifs, il est notamment tenu compte des prévisions de résultats fiscaux futurs.

à la suite des retraitements effectués sur les comptes consolidés.

Conformément à la méthode du report variable, les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés, actifs ou passifs, sont compensés entre eux au niveau de chaque entité fiscale et sont portés pour leur montant net, au passif ou à l'actif.

Information sectorielle

La nature de l'activité du groupe MGI permet de définir les secteurs suivants :

- le premier niveau d'information sectoriel est organisé par secteur géographique sur la base de la localisation de ses clients France et International.
- le second niveau d'information sectoriel est organisé par secteur d'activité : imprimantes, consommables et services.

Crédits d'impôt

Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et est comptabilisé en produit d'exploitation. Ce dernier est imputé sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable, en régime de droit commun, sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en autres produits d'exploitation dans les comptes consolidés.

Compétitivité de l'emploi

Conformément à la recommandation de l'autorité des normes comptables, le produit correspondant au crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été comptabilisé en moins des charges de personnel.

Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice (à l'exclusion des actions propres déduites des capitaux propres).

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action .se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère en tenant compte des instruments dilutifs ayant déjà été émis.

Note 1 : Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition peuvent être résumés comme suit :

Il s'agit d'un écart d'acquisition dégagée lors de l'achat des titres Kora Packmat.

Au cours du deuxième semestre 2011, la société MGI SA a acquis 35% du capital social de la société Kora Packmat.

Début 2015, la société MGI SA a acquis 63,70% du capital social de la société Kora Packmat.ce qui porte sa participation à 98,70%.

Cette opération a généré un écart d'acquisition d'un montant de 1 197K€.

Cet écart est amorti sur une durée de 15 ans. Son amortissement au 30 juin 2016 est de 40K€.

Date	Brut	Amort.	Ecart d'acquisit.net
30/06/2016	1 197	- 120	1 077

Note 2 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se composent comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2015	Augmentations	Diminutions	30/06/2016
		exercice 2016		
Immobilisations incorporelles en cours	19 150	2 477		21 627
Frais d'établissement	-			-
Logiciels & Brevets	5 664	471		6 135
Fonds de commerce	27		-	27
Autres immobilisations Incorporelles	24		-	24
Total	24 865	2 948	-	27 813
Amortissements	- 2877	- 243		- 3 120
Valeurs nettes	21 988			24 693

Note 3: Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se composent comme suit (en milliers d'euros):

		30/06/2016		
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Constructions	3 060	- 249	2 811	2 850
Installation tech, mat et outillages	12 893	- 7 145	5 748	6 344
Autres immobilisations corporelles	4 369	- 3 738	630	863
Immobilisations financées par crédit bail	32	- 25	7	20
Immobilisations corporelles en cours			-	-
Total	20 354	- 11 157	9 196	10 077

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Ecart de change	30/06/2016
		exercice	2016		
Valeurs brutes	20 438	31	- 108	- 7	20 354
Amortissements	- 10 361	- 901	101	3	- 11 158
Valeurs nettes	10 077	- 870	- 7	- 4	9 196

Note 4 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'analysent comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2015	Augmentations	diminutions	Retraitement	30/06/2016
		exercice	2016		
Immobilisations financières	563	132	- 1		694

Les immobilisations financières sont essentiellement représentatives de dépôts et cautionnements données en garantie des loyers des locaux.

Note 5 : Titres de participation mis en équivalence

(en milliers d'euros):	31/12/2015	augmentations	diminutions	Reclassement	30/06/2016
Titres de participation mis en équivalence	31				31

Ces titres sont composés uniquement de la participation à hauteur de 25% dans le capital social de la société INKJET pour un montant de 31K€

Note 6 : Stocks

Les stocks s'analysent comme suit (en milliers d'euros):

		31/12/2015			
	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeurs nettes	Valeurs nettes	
Marchandises	10 735		10 735	9 336	
Produits Intérmédiaires et finis	12 090	- 229	11 861	9 591	
Total	22 825	- 229	22 596	18 927	

Note 7: Clients

Le détail du compte clients et comptes rattachés est le suivant (en milliers d'euros):

		30/06/2016	31/12/2	2015
Créances clients		16 816		11 307
Provisions sur créances douteuses	-	421	-	485
Total		16 395		10 822

Note 8 : Autres créances

L'ensemble de ces créances s'analyse comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2016	31/12/2015
TVA déductible, créances fiscales et sociales	828	969
Crédit d'impôts recherche et acomptes IS	1 099	2 533
Acomptes fournisseurs et autres créances	241	209
Total	2 168	3 711

Le poste crédit d'impôt recherche et acompte IS se décompose de la manière suivante :

	1 000
Autres crédits d'impôts	52
CIR 2016	1 047

Le poste acomptes fournisseurs et autres créances se décompose de la manière suivante :

Avances fournisseurs	51
Subventions à recevoir	105
Débiteurs divers	37
Autres	48
•	2/1

Note 9 : Impôts différés actifs

L'impôt différé actif s'analyse comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2016	31/12/2015
Base - Retraitements de consolidation	1 652	1 744
Base- Ecart sur valeur d'acquisition	40	80
Total base fiscale différée	1 692	1 824
Impôts différé actif	564	608

Note 10 : Ventilation des créances

Etat des créances	Total	<1 an	>1 an	>5 ans
Autres immobilisations financières	694			694
Avances et acomptes versés fournisseurs	51	51		
Créances clients et comptes rattachés	16 183	16 183		
Clients douteux	212		212	
Personnel	1	1		
Organismes sociaux	2	2		
Etat	1 924	1 924		
Subventions à recevoir	105	93	12	
Débiteurs divers et autres	85	74	11	
Charges constatées d'avance	435	435		
Totaux	19 692	18 763	235	694

Note 11 : Disponibilités

Le détail des disponibilités ressort comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2016	31/12/2015
Comptes à terme	1 265	1 292
Comptes bancaires en €	10 835	11 286
Comptes bancaires en devises	1 019	1 148
Total	13 119	13 726

Les comptes bancaires en devises sont convertis au taux de clôture.

Note 12 : Charges constatées d'avance

Le détail des charges constatées d'avance ressort comme suit (en milliers d'euros) Celles-ci sont essentiellement constituées de :

	30/06/2016	31/12/2015
Foires et salons	110	214
Autres charges d'exploitation	325	199
Total	435	413

Note 13: Capital social

Le capital social est composé de 5 503 660 actions d'une valeur de 1 €

		nombre d'actions	
	31/12/2015	crées	30/06/2016
Nombre d'actions	5 503 660	-	5 503 660
		-	
	31/12/2015	augmentation	30/06/2016
Conital assial	E E00 000		E E00 000

	31/12/2015	augmentation	30/06/2016
Capital social	5 503 660	-	5 503 660
Primes d'émission	19 991 094		19 991 094

Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante. Les actions propres détenues par MGI sont portées en déduction des capitaux propres consolidés et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé. Au 30 juin 2016, la société MGI détenait 18 858 actions acquises pour un montant de 396 480€, le résultat y afférant est de (13 142€).

Capital potentiel

L'assemblée générale extraordinaire du 14 novembre 2013 a émis 51 567 BSA au prix de 16,43€ par action. Ces bons seront exerçables sous conditions à compter de l'exercice 2019.

Note 14 : Avances conditionnées BPI

Dans le cadre de sa recherche la société a bénéficié de différentes avances conditionnées (en milliers d'euros):

	31/12/2015	souscription	remboursement	30/06/2016
Avances conditionnées BPI	2 870	486	17	3 339

Note 15 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'analysent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2016	31/12/2015
Provisions pour risques et charges explt	42	75
Provisions pour pension	365	272
Total	407	347

La méthode retenue pour le calcul de l'engagement en matière de retraite est la méthode des unités de crédit projeté.

Elle retient comme base le salaire de fin de carrière, les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée . Les paramètres financiers retenus sont les suivants :

- Taux IBOXX Corporates AA: 1,37%
- Revalorisation des salaires pour les cadres et non cadres de 2%
- Charges sociales patronales de 42%
- Départ volontaire à la retraite 100%
- Mobilité des actifs avec un turnover moyen
- Probabilité de survie : table INSEE 2015

Note 16 : Emprunts et dettes financiers

Les emprunts et dettes financiers du groupe sont les suivants (en milliers d'euros):

	31/12/2015	souscription	remboursement	30/06/2016
Emprunts auprès des établist de crédits *	6 568	2 050	- 821	7 797
Intérêts courus sur emprunts	113	129	- 113	129
Dettes de crédit bail	1 912		- 43	1 869
Dépôt de garantie client	276		- 276	ı
Total	8 869	2 179	- 1 253	9 795

hors BPI av conditionnées

Echéancier des emprunts au 30-juin-16	Emprunts auprès des établis crédits	Crédit bail	Dépôt de garantie	total
Moins d'un an	1 704	129		1 833
Entre 1 et 5 ans	4 832	576		5 408
Plus de 5 ans	1 391	1 163	-	2 554
Total	7 927	1 868	-	9 795

Note 17: Dettes

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Le détail du compte fournisseurs et comptes rattachés est le suivant (en milliers d'euros):

		30/06/2016	31/12/2015
Dettes fournisseurs		4 992	3 675
Fournisseurs factures non parvenues		2 216	298
	Total	7 208	3 973

L'ensemble des dettes fournisseurs e comptes ratttachés a une échéance inférieure à un an.

Dettes sociales et fiscales

Le détail des dettes sociales et fiscales est le suivant (en milliers d'euros):

		30/06/2016	31/12/2015
Dettes envers le personnel		788	1 254
Dettes fiscales et sociales		1 204	1 113
	Total	1 992	2 367

L'ensemble des dettes sociales et fiscales a une échéance inférieure à un an.

Elles sont constituées pour l'essentiel, de la provision pour congés payés, des charges sociales du mois de juin et celles du 2ème trimestre en ce qui concerne les caisses de retraite.

Autres dettes

Le détail des autres dettes est le suivant (en milliers d'euros):

		30/06/2016	31/12/2015
Acomptes clients sur commandes		1 375	840
Avance COFACE et divers		230	271
	Total	1 605	1 111

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont constitués des contrats de maintenance liés à la vente de nos équipements, retenus au protara temporis sur la durée des contrats (en milliers d'euros):

	30/06/2016	31/12/2015
Contrats de maintenance	239	220
Equipements et services	3	2
Total	242	222

Note 18: Informations sectorielles

Le tableau ci-dessous résume de manière synthétique la répartition du chiffre d'affaires (en milliers d'euros):

par secteur géographique

	30/06/2016	%	31/12/2015	%
CA France	4 116	18%	11 046	24%
CA Export	19 080	82%	34 705	76%
Total	23 196	100%	45 751	100%

par secteur d'activité

	30/06/2016	%	31/12/2015	%
CA Equipements	18 131	78%	31 531	69%
CA Consommables et services	5 065	22%	14 220	31%
Total	23 196	100%	45 751	100%

Note 19: Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se décomposent comme suit (en milliers d'euros):

	30/06/2016	31/12/2015
Production stockée	2 242	2 007
Production Immobilisée	2 813	4 589
Subvention d'exploitation	300	236
Reprise de provisions	70	82
Transfert de charges	2	5
Crédit d'impôt recherche	845	2 030
Autres produits	21	70
Total	6 293	9 019

La production immobilisée pour un montant de 2 813K€ représente le coût des plateformes expérimentales développées pour la période.

Note 20: Autres charges externes

Les achats et charges externes se composent pour l'essentiel de (en milliers d'euros):

	30/06/2016	31/12/2015
Publicité et salons	665	1 002
Loyers	783	1 341
Honoraires	286	407
Frais de commercialisation	1 344	3 685
Transport marchandises et déplacements	1 196	1 986
Divers	558	1 898
Total	4 832	10 319

Le salon de la DRUPA courant deuxième trimestre a engendré des coûts à hauteur de 721k€ (hors coût du personnel 330 K€)

Note 21: Dotations aux provisions d'exploitation

Les dotations aux provisions d'exploitation se décomposent comme suit (en milliers d'euros):

	31/12/2015	dotation	reprise	30/06/2016
Dépréciation client	485		- 65	420
Dépréciation stock	252		- 24	228
Provision pension retraite	272	93		365
Total	1 009	93	- 89	1 013

Note 22: Résultat financier

Le résultat financier est essentiellement composé de (en milliers d'euros):

	30/	06/2016	31	/12/2015
Différence de change		20	-	82
Produits et charges financiers autres	-	54	-	26
Total	-	34	-	108

Note 23: Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est essentiellement composé de (en milliers d'euros):

	30/06/2016	31/12/2015
Produits et charges sur exercice ant.		-
Produits et charges exceptionnels		- 70
Reprise de provision pour risques	-	-
Total	-	- 70

Note 24 : Impôts sur les sociétés

Impôts différés (en milliers d'euros)

		30/06/2016	31/12/2015
Retraitements consolidés	-	132	402
Base	-	132	402
Impôts différés	-	44	134

Le taux d'impôt sur les sociétés est de 33,33%

Impôts éxigibles (en milliers d'euros)

	30/06/2016	31/12/2015
Impôts société	1 262	2 628
Impôts éxigibles (en milliers d'euros)	1 262	2 628

Note 25: Autres informations

sur les exercices précédents

* REMUNERATIONS ET HONORAIRES ALLOUES AUX ORGANES DE DIRECTION

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Rémunérations	476	897
Total	476	897

Note 26: EFFECTIF MOYEN DU GROUPE

L'effectif moyen du groupe se décompose comme suit :

	30/06/2016	31/12/2015
Cadres	90	103
Non Cadres	76	68
Total	166	171

Note 27: FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les dépenses effectuées au titre de la recherche et du développement sur le semestre sont d'un montant de 6 456K€, soit 14,11% du CA consolidé du groupe. Cette recherche est activée pour un montant de 4 588K€ (CAPEX), le solde pour un montant de 1 868K€ reste comptabilisé en charge. A ces dépenses, s'ajoute une dotation aux amortissements des plateformes expérimentales commercialisées pour un montant de 1 504K€. Le groupe a calculé un CIR arrêté au 31 décembre 2015 d'un montant de 2 030K€, il est comptabilisé en produit et participe au financement de la recherche comptabilisée en charge.

772

1504

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Dont Capex (frais de développement capitalisé)	2 813	4 588
Dont frais pris en charges	660	1 868
Total Dépenses R&D financées s/exercice	3 473	6 456
Dépenses de R&D en % du CA net	14,97%	14,11%
Dotations aux amort des frais de R&D capitalisés		

28- Impôts et preuve d'impôt (en milliers d'euros)

26- impots et preuve à impot (en milliers à euros)	20/00/0042
	30/06/2016
Résultat consolidé des sociétés intégrées avant IS	5 726
IS théorique à 33,33%	1 908
IS groupe comptabilisé	- 1 262
Ecart	646
Décomposition de l'écart	
Non reconnaissance d'actifs d'impôts	626
Incidence des déficits reportables	45
Incidence des différences permanentes	- 3
Contribution sociale	- 24
Autres décalages	2
Impôt courant	
Ecart	646

29 - Résultat par action (en euros)

	2016	2015
	30-juin	31-déc
Résultat net	4 374 517	7 469 768
Nombre d'actions	5 503 660	5 503 660
Actions propres à déduire	- 18 858	- 19 168
	5 484 802	5 484 492
Nombre d'actions théorique issu de l'exercice potentiel des BSA en circulation	51 567	51 567
Total des actions dilué tenant comptes des instruments en circulation	5 536 369	5 536 059
Résultat par action (en €)	0,80	1,36
Résultat par action dilué	0,79	1,35

30 - Engagements financiers (en milliers d'euros)

ENGAGEMENTS DONNES		MONTANT
Effets escomptés non échus		néant
Autres engagements : nantissement du fonds de	commerce	
	BANQUE T	608
	BANQUE B	6 630
		7 238

31 - Cautions - Garantie première demande (en milliers d'euros)

12
12

32- Transactions entre les parties liées

Les transactions entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. A ce titre, elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires visées à l'article R.123-198 11°.